

■ JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

5^F RE
MENSUEL

NOVEMBRE 79

IRL 30

JE FAIS UN REVE...



DE LONGWY:

« L'insurgé du crassier » lance une grande campagne nationale d'abonnement 10 numéros pour 20 Frs à envoyer par chèque ou mandat ou CCP en mentionnant pour le journal
ULS CFDT 9 rue du colonel Merlin 54 400 Longwy Tel: (82) 23 40 50.

L'association Maconnaise d'information communique

Francis Lamanignere est condamné à trente ans de prison en Turquie pour avoir été en possession de 11 grammes de Haschich. Après amnistie générale, sa peine a été ramenée à 15 ans. Le comité de soutien de Paris appelle à la création d'autres comités ou à une aide substantielle (collectes). Pour tout soutien: Paul Hantzberg 12 rue des bernadiers 75 005 Paris.

Adresse: 4 rue Gabriel Genton 71 000 Macon

Accusé de terrorisme (ça nous change un peu), Raphaël Baez Arrufat, anarchiste espagnol, est emprisonné depuis 7 mois à la prison modèle de Barcelone sans aveux et sans preuves. Le groupe Accas Directa lance une campagne d'information et de soutien dans les milieux libertaires français.

Chronique de la révolution Espagnole (36 37) sous ce titre, les éditions Spartacus publient un livre contenant la série d'articles parue à propos de la situation en Espagne à cette époque dans l'International organe (journal puis revue) du groupe l'Union Communiste qui fut l'un des rares à avoir une activité révolutionnaire entre 1933 et 1939 (durée de son existence).

Spartacus Cahiers mensuels 5 rue Sainte Croix de la Bretonnerie Paris 4^{ème}. Tel: 272 37 50.

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1979, rue de Passy, plusieurs magasins sont incendiés, des voitures endommagées. 5 militants sont arrêtés peu après le 9 juin et placés sous mandat de dépôt. Ils sont passibles de la cour d'Assise et risquent de trois à 20 ans de prison.

Le comité de soutien au groupe dit des 5 de Passy (communistes libertaires et autonomes) nous communique son adresse pour tout soutien: Comité de soutien face à la répression c/o Ligue des droits de l'Homme, maison des associations, 4 place du Général Leclerc 92 700 Collombes.

GSI (Groupe de solidarité aux Insourmis)

320 rue Saint Martin 75 003 Paris.

« Avis de recherche, bulletin de liaison des insourmis poursuit sa parution dans un format plus petit, mais tous les 15 jours le numéro 5 est paru 2,50Frs le numéro abonnement un an: 50 à 100 Frs (en chèques non libellés).

Créer par le collectif d'enquête d'études sur les pratiques psychiatriques, le fond d'aide judiciaire contre l'abus psychiatrique a pour but d'apporter un soutien matériel aux personnes qui veulent engager une action en justice contre les responsables du préjudice qu'elles estiment avoir subi, du fait de pratiques psychiatriques illégales.

Le CEEPP est une association loi 1901 adresse du secrétariat: Hervé Laroque, 58 rue Victor Hugo 37000 Tours.

K'ANAR a été transféré à Périgueux. La nouvelle équipe attend des articles (frappés à la machine si possible), souscriptions (pour le moment il y a 100 Frs en caisse) au: Collectif autonome Périgourdin (KA) 10 boulevard Stalingrad 24 00 Périgueux. Une réunion régionale est prévue pour le 11 novembre.

INSOURMIS

La Gryffe, le SAT (Syndicat Auto-gestionnaire des Travailleurs), le collectif Libertaire et IRL participent ensemble à l'organisation d'un meeting le 23 novembre à la mairie du 6^{ème} sur la dissidence syndicale en Union Soviétique et en Europe de l'Est avec la participation de syndicalistes (russes, bulgares, roumains, polonais et tchécoslovaques). Ce meeting sera annoncé par affiches et par la presse. Pour tout renseignement téléphonez à la librairie.

La Gryffe 5 rue Sébastien Gryffe 69 007 Lyon Tel: (78) 61 02 25.

Une participation financière au meeting est souhaitable (frais de déplacement) envoyez ce que vous pourrez à IRL CCP 4150 95 N.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE CONSENSUS:
LA DISSIDENCE ET LA RÉPRESSION PARIS: DÉCEMBRE 1979

Le colloque prétend développer une discussion ouverte sur le problème fondamental des différents mécanismes qui permettent au pouvoir d'Etat de contrôler la totalité de la population, avec ou sans son consentement. Et savoir aussi quelle est la fonction des mouvements réfractaires dans des situations socio-historiques différentes. Qu'est ce que le consensus? Quelle est sa fonction? est-ce un mécanisme de contrôle? Y a-t-il des sociétés dont le consensus est le mécanisme fondamental du pouvoir d'Etat? (le modèle allemand).

La dissidence ne veut pas dire la même chose en Italie ou en Russie. Plus encore, le mot dissident ne traduit pas le vocable qui désigne en Russie la position des contestataires soviétiques. Y a-t-il une tendance à l'unification et à l'utilisation de la dissidence? Dissidence et projet révolutionnaire anarchiste.

La répression en tant que forme violente et ouverte de la domination d'Etat. La répression cachée et les formes intériorisées de la répression. La socialisation en tant que forme déguisée de la répression. Les rapports entre cette forme de répression et le consensus. La « norme » et la « déviation »: la criminalisation, la psychiatisation et le politisation de la dissidence.

Ultérieurement, nous vous ferons parvenir les informations concernant la date précises, le lieu et les intervenants.

Pour toute correspondance: P.Blaquier, BP 14, 92 360 Meudon la forêt France.

Ou: Interrogations, via Gironi 96/6, 10136 Turin Italie.



Finances

moins

8530

Au début du mois de septembre, l'imprimerie nous annonce que nous lui devons 10 448,41 F. C'est la douche froide. On s'essuie et on réfléchit.

Au début de septembre 1978, nous devons 1 532 francs à AIPN, ceci juste avant qu'IRL devienne mensuel. Au début de janvier, nous demandons aux copains de l'imprimerie de nous faire un relevé de compte. Nous leur devons 3 021,37 francs. On ne panique pas mais néanmoins on en parle dans le numéro suivant. Nous n'avons pas toutes les factures pour vérifier (car on les reçoit souvent avec deux mois de retard), mais cela correspond bien à ce que nous estimons, en considérant d'après les factures précédentes qu'un IRL de 32 pages nous coûte 2 500 F. C'est la première des erreurs. La deuxième arrive tout de suite. Début mars, nouveau relevé de compte, car cela ne tourne pas bien rond au niveau du fric et nous voulons savoir exactement où cela en est. Réponse : la dette est de 3 321,95 francs. Elle n'a pratiquement pas augmentée. C'est une surprise, mais comme elle est bonne, on lui souhaite la bienvenue. Le problème est dans ce relevé, l'imprimerie a oublié de nous compter le numéro sorti le 15 janvier, qui vaut 2 822 francs. Début mars, la dette est donc en réalité de 6 143,95 francs. D'autre part, fin juin, il nous arrivent les factures des rubans de la composphère ainsi que la location de la machine. On reçoit même une facture relative à des frais remontant à deux ans auparavant.

Ainsi un numéro d'IRL de 32 pages tiré à 1 400 exemplaires nous revient à 2 822,56 francs, TVA à 17,6 % comprise (et en comptant les frais d'expéditions, cela met le numéro à plus de 3 000 francs). Pour neuf numéros, cela signifie fin juin une différence de 2 903 francs.

A cela vient s'ajouter le numéro de juin qui, financièrement, a dû être bien déprimant pour les imprimeurs. On est dedans de près de 1 000 francs, alors que pour ce numéro la TVA n'est que de 7 %, mais où la diffusion à 40 de fièvre, alors que d'habitude elle stationne à 12,5 degrés.

Globalement, nous aurions dû verser à AIPN la somme de 27 151,41 francs, or nous n'avons donné que 16 703 francs. Le résultat de la soustraction est donné au début.

Nous avons beaucoup discuté de ceci lors de la réunion des collaborateurs d'IRL les 15 et 16 septembre. Nous nous sommes donnés jusqu'au mois de décembre pour voir si cela empire ou s'améliore. Nous ne savons pas encore ce que nous ferons si la dette ne diminue pas, mais nous le ferons (nous sommes bien d'accord là-dessus).

IRL n'a que 24 pages avec tout ce que cela a de chiant pour le passage des articles que nous recevons. Nous serons obligés de passer les pavés en deux fois, peut être plus. Réduire le nombre de pages d'IRL n'est pas une solution valable. Le problème c'est la diffusion du journal.

Aujourd'hui, le 21 octobre, IRL a encore 8 530 francs et 41 centimes à verser à l'imprimerie.

Pour faire face aux problèmes de la diffusion, et bien que celle-ci soit essentiellement militante, nous faisons paraître ce mois-ci la liste des librairies et lieux de diffusion divers où l'on pourra trouver régulièrement IRL.

De nombreux quartiers sont donc desservis régulièrement ; il en manque c'est certain et si cela intéresse ceux d'entre vous qui n'ont aucun point de vente à proximité, écrivez-nous en désignant si possible quelle est la personne ou le groupe qui voudrait prendre en dépôt un certain nombre d'IRL (pas forcément des librairies ou des commerces mais aussi des associations ou des personnes).

Les tribunaux permanents des Forces Armées (TPFA*) jugent, sanctionnent en dehors de tout contrôle dans le silence de la presse. Cet outil du pouvoir et de l'institution militaire musèle toute opposition à la sacro-sainte défense des intérêts patriotiques et garantit par là même le maintien d'un système politique qui aujourd'hui tend à restreindre de plus en plus l'espace des libertés.

Des milliers de déserteurs, de soldats et d'insoumis sont condamnés chaque année à la prison par ces tribunaux, la plupart du temps pour des délits mineurs.

Les TPFA jugent tout ce qui se rapporte à la chose militaire, leur « compétence » s'étend du petit larcin aux affaires criminelles en passant par les affaires de mœurs et les oppositions politiques:

- ce tribunal a la particularité d'être juge et partie, il est composé de 5 juges dont trois militaires (le président du tribunal est un civil) le commissaire du gouvernement (équivalent du procureur) représente les intérêts de l'armée. Ce dispositif judiciaire donne les moyens à cette dernière d'avoir toujours raison et de ne jamais laisser ses fondements.

- l'impossibilité de faire appel souligne le côté arbitraire de cette juridiction, le seul recours possible est la cassation (non suspensive de peine). Si l'affaire est par trop épineuse, la psychiatrisation des délits est un moyen de renvoyer l'accusé à son problème (immature, instable...) sans que l'armée en soit touchée ou jugée responsable.

Ces derniers temps, les tribunaux militaires nous avaient habitué à un fonctionnement régulier et ronronnant dans la quasi intimité (les séances sont publiques, mais peu de personnes y assistent) les peines tombaient régulièrement, le tribunal entérinant le plus souvent les propositions de sanctions énoncées par le commissaire du gouvernement.

Seules, quelques personnalités, le plus souvent des insoumis arrivaient à briser ce carcan grâce à un soutien actif mais la condition pour être libéré passait par une grève de la faim se soldant par une réforme. Le jugement du TPFA ne tardait pas à ponctuer le tout d'une peine de prison avec sursis, du moins dans la région militaire de Lyon. Ceux qui refusent cette solution encourrent deux ans de prison ferme. Certains s'organisent dans la clandestinité ou partent à l'étranger pour échapper à cette sanction (le général Barteaux, directeur du service national avoue pudiquement 3 700 cas d'insoumission par an, plus de 18 000 insoumis sont actuellement recherchés).

Vendredi 12 octobre 1979, Bernard Bolze, insoumis lyonnais, père de deux enfants refusant le statut de soutien de famille, libéré par anticipation sur ordre du ministère de la défense se présentait devant ses juges. Le ton était « courtois » mais B. Bolze et ses témoins, au cours de leur déclarations signifiaient à la juridiction militaire leur opposition et leur refus de la cautionner en rentrant dans un débat où tout était joué à l'avance. Malgré cela, le commissaire du gouvernement concluait son réquisitoire en demandant une peine de 4 à 6 mois d'emprisonnement assortie du sursis. A la fin du délibéré, le verdict tombe: 6 mois de prison dont 4 avec sursis. Arrestation immédiate à l'audience. Ce verdict particulièrement dur compte tenu du contexte lyonnais est à rapprocher de celui rendu par le TPFA de Rennes en septembre.

Loïc Lostalen et Xavier Douasy se sont vus condamnés alors qu'ils avaient été réformés après grève de la faim à une peine de 24 mois de prison dont 6 avec sursis pour insoumission dans la stupeur générale, y compris celle de leur avocat.

Dans ces deux affaires les magistrats militaires et civils prononcent des peines plus sévères que celles requises par le représentant de l'institution militaire. Nouvelle réalité où la responsabilité personnelle des magistrats est mise en cause, ou bien, tactique précise pour déresponsabiliser l'institution militaire? Ne nous y trompons pas: Dans les deux cas, il s'agit d'une réalité indissociable. Les magistrats et le commissaire du gouvernement sont liés à l'institution au delà de leur responsabilité individuelle.

Cette accentuation de la répression contre les opposants politiques à l'institution militaire n'a de parallèle que le silence de plus en plus profond dont les media entourent leurs paroles et leurs actes.

A Lyon, nous sommes décidés à reprendre une campagne anti-TPFA en souhaitant qu'elle soit la plus large possible.

G.I Groupe Insoumission 69 001 Lyon
13 rue Pierre Blanc

P.S: On peut écrire à B.Bolze (ça soutient toujours le moral):

prison St Paul 3797 H 46
33 cours Suchet
69002 Lyon

et à Christian Grimaux (même adresse) insoumis en grève de la faim depuis le 17 septembre.

* les TPFA sont des tribunaux d'exception au même titre que la cour de sûreté de l'Etat.

RADIO LONGUE VIE !

Ce texte est une initiative personnelle d'un ami membre de Radio Canut. Il n'engage pas l'équipe de la Radio.

*Le pays des trois frontières
C'est le pays haut
Dans la vallée de la Chiers
Des usines, des haut fourneaux
L'métallo s'met en colère
C'est l'chômage, y a plus
d'boulot
Au pays des trois frontières
Dans le pays haut*

C'est ainsi que commence « la colline rouge », chanson de « SOS emploi » radio CFDT de Longwy.

La colline rouge, c'est le crasier qui domine Longwy ; la nuit, trois lettres lumineuses plantées à son sommet trouent l'obscurité « SOS ». La colline rouge, symbole d'une vie, ville symbole où des milliers de sidérurgistes se sont battus deux nuits durant pour défendre leur emploi, leur vie, leurs copains et leurs deux radios ; les autorités, en s'attaquant à deux reprises à leurs radios, ont déclenché des émeutes ; des manifestants ont tiré sur les CRS au fusil ; il ne serait pas étonnant qu'ils recommencent prochainement.

C'est dans cette ville que la première réunion européenne des radios libres a eu lieu, plus de 200 participants représentant en tout 62 radios, 6 pays représentés (Suisse, Angleterre, Italie, Espagne, Belgique et France).

Tant de situations différentes pouvaient nous faire craindre que la réunion ne s'éternise sur des discussions stériles, mais nos craintes n'étaient pas fondées puisque, sur le plan européen, les résultats ont été intéressants :

- création d'un bulletin européen.
- envoi d'une délégation à l'assemblée européenne et à la conférence de Genève.
- constitution d'un collectif de juristes qui s'attachera à faire des démarches auprès de

la commission d'application de la convention européenne des Droits de l'Homme.

- émissions depuis la Belgique en direction de la France.
- réalisation d'émissions communes à toutes les radios européennes.

- vote d'une charte européenne qui revendique notamment la possibilité pour tout citoyen ou groupe de citoyens de réaliser des émissions et d'émettre, sans autorisation, contrôle, ni censure des appareils d'Etat.



On s'aperçoit que sur le plan européen, les résultats sont intéressants, notamment la charte et le passage cité.

Sur le plan français, les discussions n'ont pas donné beaucoup de résultats. Les antagonismes entre l'ALO (Association pour la Libération des Ondes) et la fédération des radios libres, sont ressortis à tous les stades de la discussion. Mais pour comprendre la situation du mouvement, il est bon de revenir en arrière et de faire un petit historique. Il faut savoir qu'avant le vote de la loi Lecat, il n'existait pas de sanction prévue pour les gens qui violaient le monopole. Cette lacune de l'ancienne loi à été révélée par un procès désormais célèbre qui opposa « radio fil bleu » et l'Etat. Radio fil bleu est une radio giscardienne de Montpellier, qui grâce à son procès, qu'elle gagna, se trouva, de fait, dans la position de leader en France et facilita un regroupement national des radios. Regroupement dominé par ce qu'on peut appeler des « vedettes » qui pour quelques unes n'ont jamais fait de radio de leur vie, qui entament à ce moment-là des négociations avec les différents partis politiques, et, l'on voit se dessiner, un projet de radios commerciales, ce qui n'était en fait que le projet de quelques-uns, devient par la force des choses le seul projet en France, c'est à ce moment que la Fédé voit le jour, avec la volonté de se démarquer de ce projet commercial.

Au cours de la réunion constitutive qui s'est tenue à Lyon, la Fédé se prononçait contre le financement commercial qu'on voulait lui imposer.

C'est à première vue le mode de financement des radios qui semble être la divergence essentielle entre l'ALO et la Fédé ; en réalité il s'agit de l'arbre qui cache la forêt et il

faut savoir que le projet de l'ALO outre la pub, exigeait une qualité du matériel d'émission telle que ceci excluait toutes les radios dont les émetteurs sont « bricolés ». Le projet exigeait aussi l'obligation aux radios de produire et d'émettre au moins un minimum d'heures, ceci excluant les radios qui n'émettent que très occasionnellement...

Il est évident que les radios commerciales rempliront, toutes, ces conditions, quant aux autres, elles n'ont qu'à crever, le rôle de la fédé est de contrebalancer les propositions commerciales et faire en sorte que toutes les radios vivent.

Toute la réunion de Longwy a été marquée par ce débat et les résultats ont été assez maigres, un seul point semble positif et représente un léger recul de la part d'ALO « les radios libres réunies à Longwy exigent un auratoire de trois ans permettant la continuation de l'expérimentation des radios libres », en clair les radios réclament une dépenalisation totale, une suspension de la loi pendant trois ans. Ceci permettra à toutes les radios de pouvoir expérimenter à fond leur projets somme toute théoriques jusqu'à maintenant. Quant aux projets de Radio Canuts Radio Guignol, il n'est pas encore très précis, mais les grandes lignes sont délimitées et il faudrait que le ciel nous tombe sur la tête pour que nous en changions.

Je les résume rapidement.

- faire une radio nouvelle, différente de par son contenu et sa forme.

- Créer un espace de liberté en permettant la libre expression des exclus de la parole.

- contribuer à la vie culturelle de la cité en facilitant sa diffusion (zizique, théâtre, ciné, bouffe, lecture...).

- et un point fondamental sans lequel il n'y a pas de démocratie, en faisant ce qu'il

nous plait, à nous animateurs, parce qu'en se mettant en permanence au service des autres, on se nie.

Mais pour réaliser ce projet, quels moyens employons nous? Tout d'abord en étant membres de la fédé, en luttant pour la reconnaissance de toutes les radios existantes ou à venir. Après, dans la pratique en facilitant l'expression des gens dans notre radio. En incitant un maximum de gens à se lancer dans le grand bain, à émettre. Quant à nos projets quand les ondes seront libres nous avons la prétention d'arriver à avoir beaucoup d'auditeurs, et, pour arriver à cela, nous savons que nous devons émettre très régulièrement, ce qui nécessitera sans doute l'existence de permanents. L'entretien et le renouvellement du matériel (disques, bandes, usure...) ainsi que les salaires des permanents, nécessitent de trouver des finances. Nous excluons totalement un financement commercial, mais nous pensons qu'il est possible au moins de trouver un millier de personne qui donnerait chacune une cotisation mensuelle ou annuelle, d'autres modes de financement peuvent être trouvés, originaux, nous pensons que cela est possible.

Si j'ai accepté de faire cet article c'est pour deux raisons, tout d'abord parce que les copains de IRL ont beaucoup insisté et pensent que le débat sur les radios libres peut être enrichissant, mais surtout parce que je pense comme eux.

Il va sans dire que nous attendons vos articles et courriers pour le débat.

Radio Canuts émettra régulièrement à partir du 2 novembre tous les vendredis à 20H30, mais restez attentifs malgré tout à vos journaux qui annonceront les émissions spéciales.

HISTOIRE D'UN TERRAIN VAGUE

Il était une fois un terrain vague. Moi j'aime bien les terrains vagues, justement parce que ils sont vagues. Les gosses (aussi) aiment bien aussi; on peut y faire ce qu'on veut, y construire des choses, y inventer des histoires, s'y faire peur, ou plaisir. En plus, au milieu du terrain, une vieille maison partiellement en ruine rendait le lieu encore plus intéressant en permettant notamment aux enfants de se soustraire aux regards des adultes et d'avoir au moins l'illusion de la liberté.

Les personnes responsables n'aiment pas les terrains vagues. Justement parce qu'ils sont vagues et échappent à toutes classifications et à l'ordre. Il faut que chaque bien ait une destination précise, un but bien défini. Un terrain vague, si on l'appelle terrain d'ouverture, ça peut passer, d'autant mieux que l'on codifie ainsi l'ouverture et qu'on fait en même temps, figure de pédagogie d'avant-garde.

Toujours est-il que ça faisait vilain et qu'il fallait absolument combler ce trou. Mais dans ce coin, la majorité est fragile. Aussi était-il de bonne politique de consulter la population, c'est-à-dire le Comité d'Intérêt Local et en même temps les divers travailleurs sociaux travaillant sur la question. La population n'avait pas trop d'idées. Par ailleurs, elle constatait que le terrain en question, les gosses se l'étaient approprié, et qu'il était délicat de le leur retirer comme ça de but en blanc. C'est là que la démocratie s'impose. On fit un référendum dans les écoles et,

joignat l'utile à l'agréable on donna comme sujet de rédaction aux enfants de décrire ce qu'ils voulaient qu'on fasse de ce terrain. Ceux qui le connaissaient pouvaient difficilement répondre. Peut-être désiraient-ils qu'on y fasse rien. Et ce qui les satisfaisait était difficile-

en avant : une piste de skate, parce que c'était alors la mode, et un terrain de foot, parce qu'ils aimaient bien jouer au ballon.

Maintenant, la maison est démolie. On a fait une piste de skate, avec un beau panneau : Ville de Lyon, piste de skate-



ment avouable. Non qu'il s'agisse forcément de choses vilaines ou défendues, mais simplement parce qu'elles rentraient difficilement dans les catégories adultes et s'en trouvaient difficilement descriptibles. Ceux qui ne le connaissaient pas, pouvaient encore plus difficilement répondre. Un certain nombre a cependant donné des réponses qui laissaient une certaine place à toutes les possibilités mais, de ce fait, n'étaient pas quantifiables. Les autres ont répondu ce qu'ils pouvaient bien mettre

board. Je n'y ai jamais vu un seul gamin y elle est d'ailleurs ridicule. Plus loin, on a planté du gazon à un endroit qui sera sûrement un terrain de foot, où seuls pourront pénétrer les vrais joueurs. Et l'ensemble est clos d'un grillage, avec une porte toujours fermée. Il n'y a plus aucun gosse. Le terrain n'est plus vague.

Et ça recommence pour un autre terrain vague, dans le même quartier, impasse Dumont. Sauf que cette fois les gens du quartier ne vont peut-être pas se laisser faire.

PRISE DE POSITION
DES EQUIPES DE PREVENTION DE LA
SLEA

(Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence).

A PROPOS D'UNE ACTUALITE RELATIVE A LA VIOLENCE

PREALABLE

Face à une sollicitation réitérée des organismes de presse, des corps constitués, comme des personnes ordinaires, nous, équipes de prévention de la S.L.E.A., présentes sur les quartiers de la Grappinière, Vaulx en Velin, Saint-Jean Villeurbanne, les Buers, Part-Dieu-Guillotière, acceptons d'évoquer collectivement notre position par rapport à la violence.

Néanmoins, nous soulignons combien ce discours n'est, dans notre pratique, qu'une interrogation constante sur des problèmes plus vitaux que les prises de position officielles, de quelque bord qu'elles viennent, y compris la nôtre.

Si nous parlons à haute voix, c'est dans l'unique mesure où nos questions auraient quelque chance d'aboutir à une prise en considération des populations concernées par notre action.

Tout fait divers monté en épingle, dans un contexte de violence, sur un quelconque quartier, n'est que le révélateur d'une insécurité qui existe sur le plan régional et national.

La toile de fond de ces événements est, sans conteste, la profonde détérioration des rapports économiques et sociaux (chômage, système scolaire inadapté, politique d'immigration, absence de reconnaissance sociale et de maîtrise sur leur environnement par les intéressés; et ce, pour une majorité de la population).

Face à ce drame, ce sont les jeunes, et à plus forte raison les jeunes immigrés qui sont dénoncés en première ligne, comme responsables de la violence.

N'y a-t-il pas là un détournement des responsabilités ? La concentration de certaines populations (parfois désignée comme « ghetto ») est-elle autre chose que la manifestation concrète d'une politique d'exclusion sociale ?

N'est-ce pas la violence dans laquelle baigne la vie quotidienne (de la crise économique aux moyens d'information) qui fait « le délinquant » qui, pris de cette manière en « otage » justifie une intervention légalisée ?

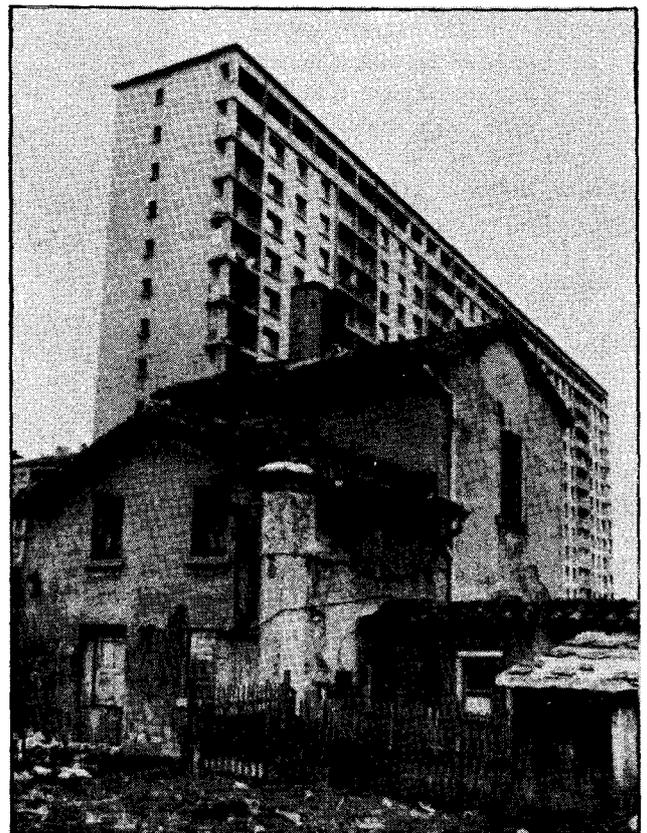
Ceci posé comme solution immédiate ne semble en fait qu'une réaction qui engendre l'escalade de la violence.

Au point de notre réflexion, il nous paraît que toutes solutions actuelles (répression, expulsion, exclusion ou renforcement du contrôle social) sont illusoire et contraires à la recherche de la sécurité et du « mieux vivre ».

En conséquence, il est nécessaire que la population se mobilise dans un sens constructif et revendicatif pour reconstruire, avec force, une *solidarité* active, dans laquelle les exclus d'aujourd'hui seront participants.

Dans l'exercice de nos fonctions, nous serons attentifs à collaborer avec toute personne, association, institution qui aura fait ce choix courageux et à contre-courant.

Septembre 1979



« Living my life »

« Living my life » d'E. Goldman reste à traduire.

Depuis le temps... ça m'a drôlement fait plaisir de retrouver May de permanence au Réfractaire.

Si la fatigue s'est inscrite sur son visage, la vivacité du propos est toujours la même.

« Vous avez vous ce qu'elles ont fait d'Emma Goldman?... Elles en ont fait une pin-up... De la grande militante qu'elle fut, qu'est-ce qu'elles retiennent : sa vie sexuelle ! »

Bien qu'étant d'accord sur le fond, je ne ferai pas miennes les paroles de May, car elles ne reflètent pas mes impressions de lecture.

Epopée d'une anarchiste m'a passionné et profondément ému.

Ceci dit, j'enrage. J'attendais la traduction de Living my life, on ne nous sert que des morceaux choisis, illustrant un thème et représentant un quart de l'ouvrage.

Avec ces extraits, qu'elle image d'Emma

Goldman nous restitue-t-on ? Celle d'une féministe.

C'est bien, mais c'est trop peu ! Elle était beaucoup plus que cela. Elle était anarchiste. Une anarchiste qui a essayé de vivre en tant que telle sa vie personnelle et sa vie publique (si cela a un sens, tant les deux étaient indissociables).

Les deux traductrices savent bien ce qu'elles ont fait. Elles l'écrivent et se réfugient derrière le fait que la version française représente 1200 pages, et que personne n'aurait accepté d'éditer un aussi gros bouquin.

C'est pas ce qu'on semble dire chez Plasma — où c'était envisagé pour la collection « Table Rase » — ni même au Seuil, qui avait déjà deux traducteurs sur le coup...

Merci les filles ! Merci Hachette !

Maintenant, pour la version intégrale, j'ai bien peur qu'on soit obligé d'attendre... longtemps.

ET. CONSORT



BOOM ANARCHISTE - RVE PIERRE BLANC

il y a
plus de
100
abonnes
a qui
est terminés
leurs
abonnements

Merci
✿

FORMULAIRE D' ABONNEMENT :

NOMPRENOM.....

ADRESSE.....CODE POSTAL.....VILLE.....

Tarif pour 10 numéros : 50 balles (ou plus). Formulaire à envoyer à :

IRL - 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON -

TRES IMPORTANT : nouveau CCP - Libellez les chèques à IRL CCP 4 150 95 N LYON

Le 6 Octobre 1979

Odette, que nous commençons à connaître et à aimer, sur qui nous comptons pour faire marcher la librairie, nous qui ne sommes pas si nombreux, est morte brusquement au début d'octobre. Nous étions quelques-uns (unes), au petit matin du jeudi 4 octobre, impuissants, dans cette froide machine à souffrir et à mourir que sont les hôpitaux. Jamais sans doute je n'ai autant ressenti alors le côté absurde, dérisoire, de tout ce qui donne un sens à notre vie, puisque finalement la mort détruit tout.

Et puis il y a eu l'enterrement, et de ce qui semblait être la grande absurdité est sorti un sens, et j'ai retrouvé tout mon courage, plus fort peut-être. Nous étions si nombreux à être autour d'Odette, à porter son corps, à refuser de l'abandonner aux rites, à refuser que sa mort soit prise en charge par d'autres que ses amis.

Nous étions là avec Roger et Odette, et les liens qui nous unissent ont révélé qu'ils n'étaient pas seulement des liens politiques ou idéologiques mais qu'ils embrassaient la totalité de notre vie, aussi cruelle soit-elle. Je n'oublierais jamais le petit cimetière de Donmartin et les paroles de Roger

Daniel

Odette, ma belle compagne, ma douce amie. Dans ce petit cimetière où tu commences ton dernier et si long voyage, tu n'es pas seule : nos familles et tous les amis et copains sont là. Nono et Roland, Jean-Pierre, Frédérique, Lionel, Patrice, Dany et Louis, Josette et Fabien, ceux de la librairie où tu commençais à te sentir si bien parmi les livres, et bien d'autres encore.

Tu disais : un enterrement, c'est trop triste, il faudrait beaucoup de chaleur humaine ; nous tous ici allons essayer de t'en apporter.

Ma belle doudouce, cela fait six longues années que nous nous sommes rencontrés, six longues années de bonheur et de partage absolu de toutes les choses de la vie. Toi la fille de la campagne qui t'étais bagarrée tout le temps avec la vie, tu apportais l'intériorisation, la douceur, la psychologie, la tolérance et la sensibilité envers les autres, moi le fils de la ville, expansif, j'apportais l'extériorisation, l'agressivité envers la société et les autres, l'indépendance. Tout cela, nous l'avons échangé en de longues discussions jusqu'à faire une synthèse avec nos deux individualités propres. Nous avons beaucoup de choses en commun, ces idées sur la société que nous désirons, cette société différente, égalitaire, humaine, où il fera bon vivre, où seront supprimées les injustices et où les gens auront un peu d'affection pour les autres. Ensemble, nous soutenions toutes ces luttes contre les pouvoirs, la répression, les injustices. Parfois, quand tu doutais de cette vie que tu menais, si droite, sans faille, tu prenais peur de nous sentir si peu nombreux face à la foule des bien-pensants. N'avions-nous pas tort de nous séparer de la norme établie ? Alors nous parlions longtemps et pour un moment, cela te rassurait et le nuage s'estompait.

Puis il y a eu la petite Cécile, ta bibiche, que nous avons tant désirée et que nous avons fait naître ensemble, tous les deux. Les deux années de bonheur que tu lui as données vont bien lui servir pour affronter les temps durs à venir. Tu voulais qu'elle soit forte et tu sais, tu as réussi, la petite Cécile aujourd'hui a beaucoup d'acquis positifs. Tu disais : s'il arrive quelque chose à l'un d'entre nous, celui qui restera devra être fort pour deux car il faudra apporter à Cécile pour deux ; j'essaierai d'être fort pour deux et aussi de l'aimer pour nous deux.

Tu disais : dans la vie, il faut être adulte et responsable pour pouvoir se débrouiller seul et ne pas être pris en charge ; je ne me ferai pas prendre en charge, mais ma mère, la famille et mes amis m'aideront. Tu disais : il ne faut pas vivre dans le culte des morts, car la mort c'est le passé, il faut vivre pour les vivants car c'est eux l'avenir ; je ne ferai pas un culte de toi, mais je garderai ton souvenir vivace pour l'apporter à la petite Cécile tous les jours où elle en éprouvera le besoin. Ma belle doudouce tu te rappelles, j'étais ta mémoire, alors tous les mots que tu m'as dits sont en moi, ils me sont acquis et maintenant je vais en avoir un grand besoin.

Ma petite Odette, deux ans après avoir vécu tous les deux main dans la main la naissance de la petite Cécile, nous avons vécu tous deux main dans la main ta mort, et en ce moment cela est un grand réconfort pour moi. Toi l'infirmière, tu disais ta peur de l'hôpital et de toutes ces choses que l'on fait dans cet endroit où l'on vit maintenant la mort, pour cela je n'ai pas pu te laisser seule et je suis resté là auprès de toi à attendre que tu ouvres les yeux pour que mon visage te rassure, à te parler pour que ma voix te rassure.

chez sa mémé, puis nous retournerons dans notre appartement, rue du Griffon, pour qu'elle retrouve sa chambre, ses affaires, et toutes les choses avec lesquelles elle a vécu jusqu'à ce jour. Tu sais, c'est un beau cadeau que tu me fais cette petite fille, ma belle compagne, ma douce Odette, je te promets d'être fort et d'apporter à Cécile tout mon possible et tu sais tout l'amour que j'ai pour elle. Bien sûr sa maman va beaucoup lui manquer, et souvent elle te demandera, mais j'espère y arriver. Pour cela tu m'aideras, et je crois que je vais lire tous ces livres où tu cherchais des réponses à tes interrogations. Moi, je vais tâcher de réaliser ce beau projet que nous avons ensemble l'année prochaine.

Ma belle doudouce, ma douce compagne, maintenant il est temps de se quitter, tous ceux qui t'aiment sont venus te dire eux aussi un dernier adieu. J'espère que tu n'as pas trouvé trop triste cet après-midi que nous avons passé tous ensemble réunis, car je crois que c'est bien ainsi que tu le voyais. Je te remercie encore pour toutes ces longues années de bonheur sans partage. Je te fais de très très gros bisous. Adieu mon Odette.

Tu disais que l'hôpital c'est la négation de la vie, de l'humain, l'irrespect de l'individu ; c'est pour cela que je t'ai ramenée ici, dans la maison de ma mère dans notre lit, dans cette chambre que nous avons refaite tous les deux au printemps, et je pense que tu es heureuse. Tu disais : la ville m'opresse, le bruit, les fumées des voitures, et tout cette foule m'angoisse ; et c'est pour cela que je t'ai ramenée ici dans ce village de Dommartin, dans mon plat pays de Bresse. Tu reposeras ici au calme dans ce petit cimetière et je pense que tu es heureuse.

Ma belle compagne, maintenant il va falloir se dire adieu, nous avons fait ensemble un bon bout de chemin tortueux de la vie, et je te dis que pour moi cela a été merveilleux pendant ces six années, t'avoir auprès de moi faisait tout rayonner, aujourd'hui la terre va te recouvrir et je crois que je vais pleurer. Demain, je te promets de prendre le dessus et de penser à nouveau à la vie. Je vais aller chercher la petite Cécile chez Nono et Roland, et nous continuerons tous les deux le chemin commencé à trois. Tout d'abord elle viendra passer quelques jours à la campagne



Le centre International de Recherches sur l'Anarchisme, CIRA, vous prie de bien vouloir assister à la conférence qui sera donnée par Monsieur Lucien Gaillard historien le vendredi 16 novembre 1979 à 18H 5 rue des convalescents Marseille Victor Gelu, Anarchiste?

Communiqués

La librairie La Gryffe communique:

- samedi 17 novembre à 20H30 sous chapiteau diner spectacle avec Alain Bert et Michel Grange dans « Bruant puper star ».

Beaucoup d'autres activités débats expos durant cette semaine. Les programmes seront disponibles à la librairie.

Pour tout renseignement complémentaire: G. Chatouillot ou G. Prunier bibliothèque municipale place du onze novembre 69500 Bron. Tel: 26 84 11 poste 357 ou 355.

- un débat sur le populisme en Russie avec Christine fauré auteur de « 4 femmes terroristes contre le tsar » et « Terre terreur et liberté » aura lieu le samedi 24 novembre à la librairie à partir de 15H. Les deux livres ainsi que beaucoup d'autres traitant du populisme, du nihilisme et anarchisme en Russie sont disponibles à la librairie.

- Livre en fête:

une semaine sur le livre est organisée par l'association « lire à Bron » du mardi 13 au dimanche 18 novembre à la bibliothèque de Bron ainsi que sous un chapiteau place du 11 novembre.

Des auteurs, des libraires, des éditeurs y participent. Débat et spectacle. A noter les soirées:

- jeudi 15 novembre à 20H30 à la bibliothèque « les luttes ouvrières hier et aujourd'hui », avec Philippe Bernoux (trois ateliers d'OS), un membre de l'équipe de 150 ans de lutte ouvrière dans le bassin Stéphanois et un membre de la revue le peuple français.

- vendredi 16 novembre à 20H30 à la Bibliothèque l'édition Aujourd'hui: table ronde et débat avec des éditeurs et des libraires.

CRS, t'es foutu (1), ta femme est dans la rue!

Pas vraiment ce qu'on peut appeler une manif dure, la «balade» des femmes, le 6 octobre, de Denfert au Champ-de-Mars!...

Drôle de parcours, dira-t-on. Drôle de parcours? Non, si on pense que cet itinéraire ne comprend ni sex-shop ni ciné porno, bref, aucun élément susceptible d'exciter la colère des «masses populaires». Violet, vert, bleu... A 14 heures, les couleurs habituelles envahissaient la place.

Ca faisait tout drôle de se trouver aussi nombreuses (25 000?). Depuis les rassemblements pré-loi Veil, sur l'avortement eux aussi, on n'avait rien vu de tel. (Curieux, non? ce thème seul capable de refaire l'unité et de ranimer la lutte des femmes? Plutôt désolant aussi.) Mais, hormis l'importance des effectifs, rien de bien nouveau ne devait se dessiner. L'habituelle manif des femmes, avec ses chants et ses rires. Synpa.

Les vieux slogans dépoussiérés avaient été ressortis pour l'occasion: «les femmes dans la rue (sic), pas dans la cuisine!»

«Oui papa, oui chéri, oui patron, y en a marre!»...

Des formules toujours aussi dures à avaler, du genre :

«Femmes (ter), solidarité!»

«Les femmes unies jamais seront vaincues!»... (comme si la lutte des femmes ne comprenait que des intérêts convergents... Non, mesdames, vous ne me ferez pas croire que nous sommes toutes soeurs...)

Remontant la manif, une voiture sonne répétait inlassablement l'hymne du M.L.F. : *Levons-nous, femmes esclaves!*...

De-ci, de-là, quelques «incidents» maintenaient la bonne humeur : une vieille religieuse fendait la manif aussi vite que ses petites jambes le lui permettaient, poursuivie par les appareils photos et les rires... Les récents discours du pape étaient largement commentés :

«Ben, Jean Paul II, l'amour n'est pas péché (...), sans avortement, une seule solution, la masturbation.»

Et puis, bien sûr, on s'entretenait un peu la parano. A 15 heures, loin devant les groupes de femmes réunis à Denfert, d'étranges pancartes blanches se déplaçaient. Une nana demandait «aux copines de rester calmes, en dépit des gens peu amicaux» qu'on pourrait rencontrer en cours de route. Et, dans les rangs, on expliquait : «C'est *Laissez-les-vivre* qui fait une contre-manif»... Hrou la la! Quelle peur! En fait, il s'agissait des femmes-sandwiches du P.S. (2) évoluant devant les photographes pour vendre leur camélotte électorale : «Le P.S. réclame pour les femmes le droit à disposer de leur corps.» (Tracts avec bulletin d'adhésion à la clé.)

A Montparnasse, elles tentèrent une scission du cortège, en freinant méchamment l'allure... Peine perdue, on continua l'avancer, contentes d'être là, à déambuler au soleil... Très vite, on s'aperçut que c'était râpé pour les sensations fortes et les courses-poursuites. Pas le plus petit affrontement, à peine quelques «vou-hou-hou» quand on apercevait les cars de flics... On attendit - en vain - les autonomes.

«Entre leur communiqué à *Libé* et la manif, z'ont dû oublier de venir», me dit un copain.

Une chanson, pour le moins crapuleuse, circulait à leur sujet : *Les hommes n'ont rien à faire...* pas triste dans le genre phallo, récupérateur et débile. (Allez, je résiste pas au plaisir de vous la livrer (3).) Heureusement, en dehors des autonomes, de nombreux collectifs s'étaient élevés contre la non-mixité de la marche (décidée par... qui? au nom de... quoi?) et étaient venus avec «leurs mecs». Les anars, quant à eux, avaient réussi à se maintenir dans la masse pour gueuler contre le parlement et l'Etat...

Al Champ-de-Mars, tout le monde s'effondra sur le gazon, ravi de la promenade.

La nuit tombait. Commença à faire frisquet. Mal aux pieds. Tout ça. Me suis cassée rapidos.

Yanina



(1) C'est pas sûr!

(2) Chacune d'entre elles portant une lettre, elles formaient une fois alignées les mots Socialistes.

(3) A) Les n'ont rien à faire
Pour nous remettre au pas.
Leurs femmes nous récupèrent,
Et nous imposent leur loi.
Femmes des orgas elles sont ligüées
Viennent au mouv'ment nous stru

Trois pas en avant, c'est l'avortement,
Trois pas en arrière, c'est la loi du père,
Trois pas sur l'côté, c'est la mixité,
Trois pas de l'autre côté, on va s'faire baiser.

B) C'est vrai qu l'autonomie
Ça avait l'air joli,
Mais pour être autonome
Paraît qu'il faut des hommes.
C'est ce que disent toutes leurs co
Qui pensent qu'on est un peu mes

Trois pas en avant...

C) Elles veulent du féminisme
Rien qu'la publicité,
Mais les vraies féministes
Elles peuvent pas les blairer.
Nous on s'en fout des étiquettes,
Tout ce qu'on veut, c'est faire la j

Trois pas en avant...

D) On vous laisse ce mouvement,
Il est beaucoup trop lent,
On préfère s'agiter
On est bien trop pressées.
Et si on fait trois pas ailleurs,
On s'rendrait compte que c'est m

Trois pas en avant...



ur ses frin-
ts : « Parti

Ce qui manque le plus c'est...

s
cturer

L'EXPLOSION !

ines
uines.

Il est 7 heures du matin. Il fait beau, une petite brume envahit encore la Place des Terreaux, la fontaine est silencieuse.

te.

Elles sont déjà trois, assises sur un banc de pierre. Je les rejoins. Petit à petit le groupe s'agrandira. Le car arrive, nous nous installons et démarrons à 8 heures. L'atmosphère est très calme. Je n'ai pas dormi de la nuit, attendant cet événement : le départ pour la marche des femmes.

leur.

Nous roulons à travers un

brouillard très dense... Le temps s'écoule, les kilomètres diminuent. Voici que se croisent et se recroisent des cars venant de plusieurs villes différentes, tous munis de pancartes-slogans. Ce sont de grands gestes amicaux et plus ; complicité de se retrouver sur cette autoroute pour la « même démarche ». J'ai emmené des paillettes avec moi, je propose, à 70 km de Paris, de se préparer, et nous voici, en majorité, maquillées, prêtes à affronter Paris, siège de ce gou-

vernement qui veut emprisonner nos corps dans ces lignes de prose appelées « lois ». Malgré mon rhume et ma fatigue, je me sens une super frite. Et me voici enrubannée, maquillée, prête à crier ma joie d'être avec toutes ces femmes et aussi à crier mon indignation, ma fureur de me trouver dans ce système. Et, lorsque la manifestation s'ébranle, je suis subjuguée, émue de cette foule immense, en majorité écrasante de femmes. Et je me sens bien, même mon corps se sent bien, et je n'ai plus que le désir de tenir les bras, de prendre les épaules de ces femmes qui m'entourent, et c'est une joie de chanter ensemble, et de hurler ensemble, de danser... Mais, comme les lyonnaises sont tristes derrière cette triste banderole, je comprends qu'il faudra désormais mieux préparer ces événements. Mais, ce qui manque le plus c'est « l'Euphorie », l'explosion. Cela manque énormément à ce groupe de femmes dans la pratique du mouvement. Pourtant, je ne me sens pas « femme usée » et j'ai envie d'user de toutes mes possibilités, de toutes nos possibilités pour acquérir ce droit : exister à part entière en tant que femme individu consciente, sachant ses responsabilités et sachant choisir au mieux de sa personnalité ainsi que proposer autre chose que ce qui existe à l'heure actuelle.

A ce niveau, la marche est un succès. Ce ne fut pas des partis politiques ou des syndicats qui ont défilé mais seulement des femmes revendiquant à tout prix le droit d'assumer leur conditions de femmes à travers leur corps, maîtresse de leur sexe et de leur ventre, voulant elles-seules s'exprimer à travers leurs désirs et non pas à travers ceux des hommes qui font la loi, la religion, la politique. Autant de ghettos à nos corps, à nos esprits, et à notre Liberté.

PAOLO GOEGAN EN VACANCE, au.....

RELAIS DU POUVOIR

Le processus judiciaire qui a débuté par l'instruction ouverte après les « événements » du 6 février, à l'occasion du meeting de l'Eurodroite, connaît mardi 13 novembre le jugement mis en délibéré lors du procès qui a eu lieu le 16 octobre devant la sixième chambre du Tribunal de Lyon.

« Fausses » déclarations d'« incitations » à la violence ; quoiqu'il en soit du résultat des poursuites, à savoir tant en cas de relaxe que de condamnation au niveau judiciaire, la situation par rapport au pouvoir n'en demeure pas moins inchangée. En effet, l'arrêté d'expulsion signé par le ministre de l'Intérieur, en date du 2 avril, est toujours en vigueur et l'autorité administrative entravée dans la mise en exécution par un pouvoir judiciaire finalement soucieux de reconfirmer une primauté chaque jour grignotée – voir à ce propos l'espèce de grève déclanchée par certains secteurs de la magistrature, le mardi 6 novembre, pour s'opposer aux menaces du Garde des Sceaux visant à choisir selon des critères prétoriens quelques centaines de juges – pourra avoir la voie libre pour donner suite aux impératifs d'ordre public et vider l'étranger de France « manu militari ».

Au moment où le pouvoir judiciaire donne le relais à l'autorité administrative, dans la confirmation que vis-à-vis des autorités la méfiance doit cotoyer la lutte,je prends « des vacances » mal/heureusement « méritées », et sans attendre le jugement qui sera rendu le 13, je me mets à même d'escompter en ma faveur un sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion qu'un pourvoi enregistré au greffe du Conseil d'Etat le 2 octobre ne saura pas trop (!) faire tarder. Le tribunal administratif de Lyon a été saisi à ce sujet, en date du 27 septembre, d'une demande d'annulation.

Vous pouvez vous rendre aisément compte alors, que l'affaire Goegan est loin d'être réglée. Cette histoire ne voit pas sa fin pour aujourd'hui, car je suis toujours en situation irrégulière, mes papiers ayant été saisis et annulés et le contrôle judiciaire expirant lors de ma comparution devant le tribunal.

Ainsi, le pouvoir manifeste encore une fois son unité dans toute sa redoutable efficacité, malgré des fissures occasionnelles que, bien sûr, il faut exploiter.

De notre part, ce constat impose de concevoir toutes ces échéances et d'y faire face dans une perspective unitaire. Le procès du 16 octobre aussi, prend cette valeur : la chaleur de votre présence, l'importance de votre travail de mobilisation, a marqué cette journée-là, et la « Une » sur la presse, quoique précieuse, ne fut que l'écho d'un jour. C'est pourtant le travail constant de tous les jours qui, seul, assure protection et résultats dans les efforts déployés. Ce sont les innombrables réunions, les tracts distribués, les affiches collées, les meetings organisés, les permanences assurées qui font que je sois encore là, avec vous. Il ne faut surtout pas négliger cette vision d'ensemble, qui seule peut nous permettre, dans notre lutte contre le pouvoir, de saisir les fissures des pouvoirs.

Pour l'occasion, la presse a fait son boulot. Je le reconnais au moment où elle est attaquée par les tenants du pouvoir en tant que source de « méfaits » qui troublent une réalité politico-sociale au sein de laquelle les cadeaux de diamants préfigurent de fort rares suicides ministériels et de bien plus fréquentes exécutions d'une Porte de Clignancourt à l'autre.

Le régime s'écroule, les ministres se suicident, les ennemis publics numéro 1 se piègent ? Tout cela pourtant est loin de nous satis/faire !

Certainement, l'idéal serait que tous ceux qui nous exploitent s'en aillent tous seuls, mais un Chaban-Delmas ou un Rocard ne sont-ils pas là pour assurer le relais institutionnel ? Peut-être qu'un autre Garde des Sceaux serait plus respectueux de l'indépendance de la magistrature mais cela n'empêcherait pas à un pouvoir administratif qui prend le relais, de continuer à nous donner non seulement des années de prison mais, de plus en plus souvent, la mort. Mesrine, criblé de balles, ne sera pas le seul.

Notre engagement dans la lutte contre toute forme de pouvoir, loin de se borner à profiter des vides au sein des institutions, doit assurer une continuité qui ne voit pas de vacances à son horizon.

Pier Paolo Goegan

AVERTISSEMENT

(pour une information et une analyse plus complète et sur la crise mondiale de la sidérurgie voir le bulletin du GCL)

La restructuration de la sidérurgie est un phénomène mondial qui touche tous les pays producteurs d'acier. En particulier elle intéresse les pays dont l'outil de production ne permet plus une production suffisamment compétitive selon les nouvelles normes de productivité fixée par les multi-nationales et les états capitalistes les plus puissants.

Donc le capitalisme international, dans le cadre de la nouvelle division mondiale du travail qu'il s'efforce de mettre en place, à décider de liquider une partie importante de la sidérurgie européenne et de restaurer la productivité du travail et la compétitivité pour le potentiel sidérurgique maintenu. Le plan Davignon c'est précisément la mise en application concrète de cette volonté. Tous les pays européens ont donc diminuer leur production d'acier et opérer des licenciements massifs: en particulier l'Allemagne et la Belgique.

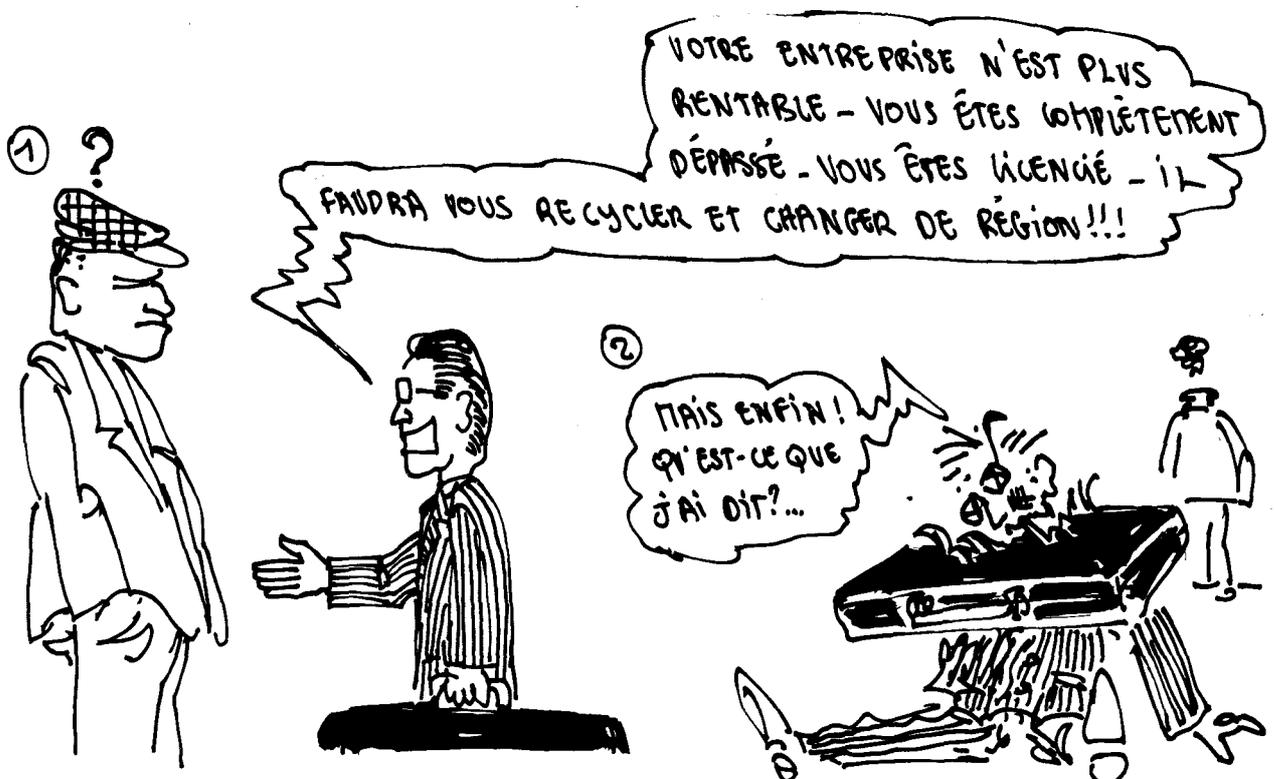
Mais tandis qu'en Allemagne les fermetures d'usine et les suppressions d'emplois ont été étalés dans le temps et négociés avec les syndicats, en France la restructuration prend la forme d'une catastrophe soudaine. Cette situation est le résultat des hésitations et des tergiversations des gouvernements successifs (Chaban, Mesmer, Chirac) face au problème de la sidérurgie.

Il faut souligner que ces « incohérences » et

ces « erreurs de gestion » ont très bien profitées à certains. Les différents plans depuis 15 ans n'ont servi qu'à dégager les capitaux investis dans la banque pour le nucléaire pendant qu'en Lorraine le pays s'effondre par pans entiers: usines à l'abandon, mines de fer saccagées, subventions coupées, service collectif nul, municipalités ruinées, etc... Les milliards que le pouvoir a donné aux patrons de la sidérurgie n'auront servi en fin de compte qu'à financer le licenciement.

Aujourd'hui avec Giscard Barre la France est bien décidée à accorder sa politique économique avec celle des autres grandes puissances capitalistes. C'est pourquoi Barre avec un cynisme total impose brutalement les dictats des multi-nationales: après avoir bloqué les salaires et restauré les profits, et rétabli la liberté des prix. Après le textile et la sidérurgie, c'est le secteur public qui sera la cible de la restructuration: privatisation de la SNCF, liquidation de l'équipement bradage de la recherche, redéploiement scolaire (avec liquidation des LEP), etc...

L'intransigeance du gouvernement n'est pas gratuite. Il faut comprendre que le capital des multi-nationales s'est fixé un objectif: liquider progressivement le prolétariat européen en attaquant ses acquis, en le mettant en concurrence avec celui du tiers-monde. Aussi n'existe-t-il pas de solutions de compromis. La tactique du patronat et du pouvoir c'est de gagner du temps et d'attaquer chaque branche séparément. La seule attitude réaliste pour les travailleurs c'est la lutte et l'unité.



LES LUTTES

DES SIDERURGISTES

1^{er} partie

Nous n'avons pas la prétention d'écrire l'histoire ou de faire l'analyse d'une lutte à laquelle aucun d'entre nous ne participe directement. Nous laisserons ce soin à ses acteurs tant il est vrai qu'un jugement juste doit d'abord être un jugement concret c'est à dire vécu. Pour prétendre savoir ce qui a été efficace et ce qui ne l'a pas été ce qu'il aurait fallu faire et ce qu'il faudrait faire à présent, il faut en effet avoir une connaissance pratique et vécue de la lutte non seulement dans la rue mais surtout et d'abord sur les lieux de travail.

Cela dit, la lutte des sidérurgistes concerne tous les travailleurs à au moins deux titres:

1) elle constitue un moment décisif dans l'affrontement entre le capital et le travail. De l'issue de cet affrontement (qui déborde largement la seule sidérurgie) dépend la réussite ou l'échec de la restructuration capitaliste, c'est à dire le renforcement de la bourgeoisie ou celui du prolétariat.

2) les sidérurgistes ne sont pas les seuls visés. Les travailleurs du textile ont subi déjà de rudes coups alors que ceux du secteur public sont déjà désignés comme les futures victimes. C'est le prolétariat en entier (c'est à dire l'ensemble des salariés) qui est concerné et c'est pour éviter une riposte générale et solidaire que le patronat et le pouvoir attaquent secteur par secteur.

Par conséquent la stratégie et la tactique des syndicats concerne tous les travailleurs et à fortiori tous les révolutionnaires. Aussi croyons nous indispensable de mener une réflexion critique qui rompt une bonne fois pour toute d'une part avec l'auto-satisfaction systématique et le patriotisme d'organisation (touche pas mon syndicat) et d'autre part avec l'anti-syndicalisme sommaire et hystérique.

Soyons clairs. Critiquer la stratégie générale des directions syndicales ce n'est certainement pas faire de l'anti-syndicalisme. Les syndicats n'ont pas été créés aujourd'hui par Ségué ou par Maire. Ils ont derrière eux une longue histoire de luttes, de succès et d'échecs au cours de laquelle

ils ont connu des orientations politiques différentes voire contradictoires. Lorsque la direction CFDT exclue pour crime d'anarcho-syndicalisme, elle oublie que ce sont précisément des anarcho-syndicalistes qui ont créé le syndicalisme en France.

Aujourd'hui ni la CGT, ni la CFDT ne peuvent se prétendre réellement indépendantes des partis politiques. Aussi refuser la critique revient à accepter les tutelles politiques. Mener cette critique c'est agir en sorte que les travailleurs reprennent le pouvoir dans leurs organisations syndicales.

La sidérurgie présente encore un enjeu qui intéresse tous les travailleurs; celui du type de socialisme qui habite les stratégies des différentes organisations politiques et syndicales.

Défendre une augmentation de la production et de la consommation c'est nécessairement opter pour un certain type de société organisé autour du travail salarié et du commerce, pour un certain type d'environnement. C'est choisir un bonheur conçu comme une augmentation purement quantitative du niveau de vie. De la même façon imaginer que l'on puisse repenser le travail et réorganiser la vie sociale et économique sans retirer à la bourgeoisie le pouvoir économique et politique c'est se condamner à vivre dans un monde qui sera organisé en fonction des intérêts capitalistes et non en fonction des besoins et des désirs des travailleurs.

Il est donc absolument nécessaire de s'interroger sur la signification profonde des différentes propositions industrielles. L'implantation d'usines automobiles par exemple constitue-t-elle une victoire de la classe ouvrière ? Personne ne contestera que la restructuration et ses conséquences sociales sont le résultat d'une économie organisée en fonction du profit et de l'exploitation du travail. C'est donc d'abord au profit qu'il faut s'attaquer et cela sans concessions et sans entretenir de confusions entre l'intérêt des travailleurs l'intérêt national ou l'intérêt d'une économie de marché.

L'ANNONCE DU PLAN, LA LUTTE...

Après le vote du plan acier à l'assemblée nationale, les 10, 11, 12 octobre 1978, le sort réservé aux travailleurs des régions concernées reste dans le flou le plus total. à ce sujet Giraud déclare : « Je n'ai pas le droit de vous donner des réponses d'usines à usines car je n'ai pas le droit de me substituer aux nouveaux actionnaires qui prendront leurs responsabilités ». Il est certain que l'état ne veut pas apparaître comme le patron de la sidérurgie, afin de se décharger de l'impopularité que tout le processus de restructuration va apporter au niveau de l'emploi. Il faut en effet attendre la mi-décembre pour que les responsables des groupes sidérurgiques, Etchegaray, Mayoux et Durand-Rival rendent public le plan de restructuration. La sentence tombe comme un couperet :

- * Usinor 11000 licenciements (Denain 6400, Longwy 3900. L'acierie à oxygène de Neuves-Maisons sera achevée mais les usines de la Chiers à Longwy fermeront leurs portes).
- * Sacilor 6800 licenciements. (Gondrange, Hagondange, Joueuf).
- * Sollac 1700 licenciements.

Tel est le prix qu'il faut payer pour redresser la sidérurgie selon J. Mayoux PDG de Sacilor qui déclare : « il ne faut conserver que les outils modernes et compétitifs avec le personnel juste nécessaire ».

Aussi tôt ces mesures connues, les syndicats passent à l'action. La CFDT est souvent à l'origine des initiatives (Crassier clignotant SOS emploi à Longwy). Le 19 décembre c'est la création effective de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, FO et FEN (« nous devons refuser tout licenciements, exiger les négociations avec l'état et le patronat pour qu'ils rapportent les mesures scandaleuses qui ont été télécommandées de Bruxelles ») et à son appel 120000 personnes descendent protester dans la rue, (il faut savoir que si les licenciements sont prononcés, les demandeurs d'emploi atteindront le pourcentage de 25 % de la population active à Longwy).

Le 4 janvier, à l'appel de l'intersyndicale 4000 sidérurgistes descendent manifester à Nancy. Quelques heurts avec la police devant la préfecture font dire à la CGT : « nous ne sommes pas là pour casser, nous ne sommes pas partisans de la violence, allons manifester dans les rues ». Au sujet de la combativité de l'intersyndicale, un cédétiste d'Usinor explique : « en ce moment l'intersyndicale n'existe que pour son impact psychologique sur la grande masse des travailleurs et de la population qui n'envisage pas une bataille comme celle que nous devons mener sans la plus large unité syndicale. Sur le terrain il en va tout

autrement et l'intersyndicale à chaque action passe son temps à démobiliser, à préconiser l'attentisme, à déclarer que ce n'est pas encore le moment d'actions dures. Nous n'en sommes qu'au tout début de notre mouvement dans une phase transitoire en quelque sorte et la situation ne pourra changer que par un débordement de la base qui en aura marre de se faire rouler dans la farine des organisations syndicales » (Libération du 5 janvier).

Début janvier voit également le démarrage des « opérations coup de poing » (coupure de routes, occupations incessantes de gares, déversement de minerai sur les voies de chemin de fer...) qui vont s'amplifier tout au long de janvier et février.. et l'apparition de la carotte automobile ! (Ford créerait 6000 emplois en Lorraine).

Le 12 janvier, une manifestation intersyndicale et interprofessionnelle à Metz réunit 6000 personnes où l'unité de la population et des travailleurs est impressionnante (les commerçants ferment, les médecins et les ingénieurs défilent, les manifestations de sympathie tout au long des routes menant à Metz sont innombrables). Cependant l'unité syndicale est quelque peu artificielle : pas de banderoles communes, mots d'ordres très différents, « union, action, nationalisation » pour la CGT avec quelques slogans nationalistes et anti-allemand, « occupation » pour la CFDT et surtout détermination très forte de certains travailleurs CFDT comme ceux de Gorcy qui forcent le SO CGT et vont à la préfecture avec quelques milliers de manifestants. Le PCF diffuse un bulletin d'information « Lorraine résistance » dans lequel on peut lire, outre les attaques contre les Belges et les Allemands, responsables de tous nos maux, « de la même façon être partisan de l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun c'est accepter par avance de nouveaux coups contre la sidérurgie ».

Le 16 janvier Barre en annonçant la création de 11000 emplois dont 925 en Lorraine (!) stupéfie tout le monde et renforce le durcissement de la lutte dans le Bassin Lorrain. Les actions spectaculaires se multiplient (blocage des autoroutes, de toutes les lignes SNCF, du central téléphonique de Longwy (23/1), mise à sac de l'union patronale de Longwy (26/1), 1000 tonnes de minerai suédois sur la voie (28/1), séquestration des directeurs de la Chier (29/1). Boulon déclare : « la violence n'est pas une réponse, elle n'aboutit à rien ». Pendant ce temps l'intersyndicale ne parvient pas à mettre sur pied l'action de grande envergure qu'elle projetait et refuse les « actions irréfléchies ».

Le 30 janvier heurts violents entre sidérurgistes et flics qui veulent libérer les patrons séquestrés. L'intersyndicale appelle à une manifestation de protestation mais un millier de travailleurs, ne suivant pas les consignes de dispersion, tente de prendre d'assaut le commissariat. La CGT essaie d'isoler les éléments durs et « dénonce l'amalgame qui tente d'être fait entre la lutte légitime des travailleurs et les soit-disantes atteintes aux personnes et aux biens ».

Le premier février les patrons veulent négocier.

Etchegarray veut rencontrer les fédérations syndicales le plus vite possible.

Les affrontements violents du 30 janvier suscitent des appréciations divergentes. La CGT parle d'éléments incontrôlés, de professionnels de l'émeute, d'éléments extérieurs et provocateurs. La CFDT reconnaît que les assaillants étaient bien des sidérurgistes et pas seulement des jeunes. Un de ses responsables déclare à un journaliste inquiet : « nous n'arrivons plus à contenir la base » (le « Monde » du 2 février). La CGT, par la bouche d'Olmi, revient quelque peu sur ses appréciations : « nous nous interdisons de condamner les masses en colère ». Et enfin revenant sur une déclaration dictée par l'indignation qu'avait provoqué sa condamnation des éléments durs, la CGT revient à la charge quelques jours plus tard : « les débordements de mardi servent trop au pouvoir pour n'être pas concertés ».

En même temps les opérations coup de poing se poursuivent : 100 % de grévistes dans les mines de fer d'Usinor à Piennes ; séquestration du directeur ; demande de licenciements brûlée à Gorcy, Montmedy ville morte, gares bloquées.

La montée de la violence et de l'action directe contraint le gouvernement à accepter les négociations qu'il refusait à tout prix ; la presse annonce l'ouverture d'un « mini-grenelle » de la sidérurgie avant le premier mars avec :

- L'explication par le ministre Giraud du plan de restructuration.
- La mise en place de comités bassin chargés d'examiner la situation de chaque travailleur.
- Une prime de départ volontaire et pré-retraite à 55 ans.

Chéreau (CFDT) trouve le bilan des discussions « positif mais maigre » et regrette l'absence de réponse sur la diminution du temps de travail et Saïgon (CGT) annonce que « l'unité syndicale a fait reculer le gouvernement sur quelques points mais souhaite que les travailleurs poursuivent leur pression ».

Le 6 février, une centaine de sidérurgistes CFDT de Longwy « répondant à la réunion du mardi très décevante en regard des problèmes posés dans les bassins de Longwy » mettent à sac

la sous-préfecture de Briey qui est reprise par la police après quelques brefs affrontements. La presse parisienne (« France Soir ») ou extra-Lorraine (« Le Dauphiné Libéré ») parle de professionnels de l'émeute descendus de Paris. Le « Monde » déclare (le 8/23) : « le souci majeur des grandes centrales syndicales est actuellement de reprendre leurs troupes en main. En renvoyant le dossier de la sidérurgie de ministère en ministère, en acceptant désormais d'ouvrir avec les syndicats des négociations qui promettent d'être longues, en créant des mécanismes qui ne fonctionneront pas immédiatement, en renvoyant les premiers licenciements à juillet août, que cherche-t-on à gagner sinon du temps ».

Cette opinion est partagée par l'intersyndicale qui déclare le 8 que le gouvernement manœuvre pour gagner du temps en misant sur l'effritement des luttes. La FSM CGT affirme que l'objectif numéro 1 des négociations doit être « d'obtenir l'élaboration d'un nouveau plan acier assurant une sidérurgie moderne, puissante et compétitive. Dans le même temps Porcu, député communiste de Longwy, déclare : « seule la nationalisation de la sidérurgie peut éviter l'aliénation nationale au profit de l'intégration européenne ».

Le 9, la vallée de l'Orne est totalement paralysée et 1500 tonnes de minerai de fer sont répandus sur la voie bloquant totalement le trafic ferroviaire. Pendant ce temps 2500 sidérurgistes venus d'Usinor-Denain manifestent à Paris et s'affrontent à Roissy avec les CRS (35 blessés chez les policiers).

Le 10, la CGT propose une marche sur Paris devant regrouper la Lorraine, le Nord et la Loire. Elle laisse entendre que cette marche sera interprofessionnelle et qu'elle intriguera toute la France. Contact avec les autres centrales. Le même jour on annonce les responsables de Ford en Lorraine.

Le 12, l'ensemble des syndicats accepte l'idée d'une marche sur Paris à partir du Nord, de la Lorraine et de la Loire pour faire pression sur les négociations. Les unions régionales tombent d'accord sur le caractère interprofessionnel de la manifestation.

Le 13, l'« Est républicain », précisant que le dernier mot appartient à Detroit, affirme que Ford emploiera 8000 personnes à terme et commencera à embaucher fin 1982.

Le 15, Davignon propose d'associer les syndicats aux travaux sur les objectifs de production d'acier. Le même jour, avec un cynisme parfait Valéry Giscard d'Estain déclare « qu'il comprend le désespoir et la fureur des travailleurs voués à l'angoisse et à l'incertitude ».

La journée de grève du 16 lancée par l'ensemble des syndicats est largement suivie : 100 %

dans les aciéries et les mines de fer lorraines, le Paris-Strasbourg bloqué ainsi que les hypermarchés de Longwy ; dans le Nord 12000 personnes bloquent le centre de Lille, 7000 à Boulogne, 6000 à Fourmies ; à Valenciennes ville morte 60000 personnes défilent silencieusement.

Le 20, Messmer annonce la création de 20000 emplois en Lorraine après s'être entretenu avec Giscard.

Le 21, 250 sidérurgistes occupent le relai TDF et retiennent 19 journalistes. Michel Rolant secrétaire national de la CFDT intervient pour les faire libérer.

La rencontre entre Giraud et l'intersyndicale à lieu le 23 février : le gouvernement refuse de revenir sur le plan de restructuration mais annonce la création de sociétés de reconversion pour les licenciés. La CFDT parle d'un « petit pas » mais le bilan reste négatif pour la CGT.

Le 24, le gouvernement tente de reprendre l'initiative sur le terrain en délogeant les sidérurgistes occupant le relai TV. Aussitôt les sirènes sont mises en marche et la population de Longwy descend dans la rue : attaque du commissariat, mise à sac de la chambre de la métallurgie. Porcu, sous les huées, évite de peu de nouveaux affrontements en proposant une marche « diversion » où 2000 personnes participent. Panique dans la presse : « Longwy a failli sombrer dans le chaos » titre le « Républicain Lorrain ». Dans « l'Est républicain » du 25/2, la CGT déclare : « nous sommes pour des actions offensives qui n'ont rien à voir avec des actes de vandalisme qui ne servent que le gouvernement. La CGT appelle les travailleurs à déjouer sur ce triste piège ». On met en avant l'irresponsabilité de la jeunesse « adolescents de 15 ans » dans les affrontements. Si sur le terrain, les éléments les plus durs sont de toute tendance syndicale, si l'on voit beaucoup de jeunes et de femmes, l'initiative dans les affrontements revient le plus souvent aux sidérurgistes de la CFDT.

Porcu, devant le risque de nouveaux heurts, déclare : « des groupes incontrôlés essaient d'ameuter l'opinion publique. Ne vous laissez pas faire » (« Le Monde » du 25/2). La CFDT se refuse pour sa part à condamner la violence : « en laissant sans réponse les travailleurs, le pouvoir vient d'allumer les feux de l'explosion. Seul l'annonce immédiate de l'arrêt de tout licenciement peut ramener le calme ». FO prend du recul...

Le 25 s'est le retour au calme à Longwy où l'émetteur est libéré.

Le 2 mars les occupations de gares reprennent. La CFDT fait savoir que pour elle la marche du 23 ne doit pas être un fourre-tout politique. Les unions CGT de Lorraine, du Nord et de la Loire appellent dans un communiqué toutes



les organisations syndicales de toutes les branches professionnelles concernées à préparer la marche. Avec la CFTC elle fixe officiellement celle-ci au 23 mars. La FEN appuie.

Le 6/3 les licenciements sont confirmés à Sacilor (8500) mais sont gélés jusqu'au premier mai. Le gouvernement et le patronat refusent toujours toute modification du plan industriel.

Les 7 et 8 Denain est en proie à des affrontements très violents. Après une provocation policière (un car de sidérurgistes gazé par les CRS), plusieurs milliers de manifestants attaquent le commissariat protégé par les gardes mobiles : trente blessés chez les manifestants, quinze chez les policiers dont sept par balles.

Le même jour les négociations avec Boulin confirment la préretraite généralisée à l'ensemble

de la sidérurgie (55 ans, 54 pour les feux continus, 50 pour les tâches pénibles) ; prime de 50000 francs aux travailleurs quittant volontairement l'entreprise (ce qui règle 10000 cas) plus 10000 francs supplémentaires aux travailleurs immigrés. Chéreqe après l'entrevue déclare : « nous construisons peu à peu les conditions et les chances de la négociation mais la mobilisation reste nécessaire car pour nous le volet social est bien la pièce maîtresse et définitive au plan de restructuration ». Son de cloche totalement différent à la CGT : « l'exigence de la révision totale du plan de restructuration n'a pas abouti ; quelque soit l'épaisseur du sucre qui enrobe la dragée, l'amande reste amère ».

Les 11 et 12 Usinor et Sacilor arrêtent un calendrier de négociations avec les syndicats. Le plan de restructuration sera suspendu le temps des négociations. « Mais il faut aller vite » estime Mayoux PDG de Sacilor. Aussitôt Barre déclare à RTL que le plan ne sera sous aucun prétexte remis en cause, que le gouvernement maintiendra l'ordre public, et que si les négociations n'ont pas commencé, c'est que les organisations syndicales ne l'ont pas voulu (!).

Finalement la CGT organisera seule la marche sur Paris. Après 6 heures de négociations les deux grandes centrales n'ont pu se mettre d'accord sur les modalités de la marche. La CFDT s'oppose « aux journées fourre-tout, aux grandes messes syndicales », bref à toute démonstration de masse non axée sur des revendications professionnelles précises et pouvant de ce fait revêtir une tonalité politicienne. A ce sujet Chéreqe déclare : « nous disons non à un enterrement de première classe des sidérurgistes ». Cependant les syndicats appelleront à une grève de 24 heures, la CGT pour tous les travailleurs des régions concernées, la CFDT pour les seuls sidérurgistes. Dans le même temps les syndicats CFDT, FO et CGC critiquent le déroulement du meeting « anti-répression » de Denain qui disent-ils, « s'est traduit par une démonstration proprement insupportable du PC ».

A partir de ce moment là il y a un certain essoufflement des actions « coup de poing »...

Le 13/3, devant la fermeté d'Etchegarray qui confirme la fermeture des unités de production d'acier, la CGT demande le maintien intégral des unités. La CFDT, FO et la CGC plaident pour le report de la fermeture d'un an à 18 mois afin de vérifier si Dunkerque peut prendre la relève.

La presse commence à parler du « maximalisme » de la CGT et du « réalisme » de la CFDT.

Le 15 mars les sidérurgistes de la CFDT coupent les convertisseurs à oxygène à Rehon et interrompent la production d'acier à Longwy et Rehon.

La CFDT lance une semaine d'action du 2 au 7 avril pour la réduction du temps de travail.

Le 18 la CGT crée sa « radio libre » : « Lorraine cœur d'acier ».

La CFDT de Longwy décide de participer à la marche sur Paris sous la bannière de l'intersyndicale, cela pour répondre à l'aspiration de la base sans pour autant se couper des instances nationales. La décision du PS de participer à la marche (ne pas être en reste par rapport au PC) suscite des polémiques avec la CFDT qui lui reproche de vouloir jouer le rôle d'une septième organisation syndicale, le PC étant la sixième.

Pendant ce temps les discussions entre patrons et syndicats piétinent. Etchegarray considère qu'on ne peut empêcher la fermeture de l'aciérie de la Chiers. Selon lui il n'y a pas eu de solutions présentées qui soient compatibles avec l'objectif de redressement de la sidérurgie.

Le 23 prend la forme d'une énorme démonstration de force de la CGT à Paris (plus de 100000 manifestants). Les affrontements qui émaillèrent cette marche donnent le signal d'une curieuse polémique entre la CGT et le ministère de l'intérieur (cf 2ème partie).

Le 7 avril les premiers résultats définitifs des négociations sont publiés :

– Usinor et Sacilor maintiennent le plan de restructuration établi en décembre : soit 12500 suppressions d'emplois pour Usinor et 8500 pour Sacilor.

– Quelques concessions importantes : étalement dans le temps des suppressions d'emplois qui seront reportées d'un an (deux étés) 1980, réexamen de certains choix industriels (augmentation de la production des produits lourds de 100000 tonnes).

Donc les patrons ont lâché du lest. Mais cela surtout pour ramener le calme dans les bassins. En associant les syndicats à l'examen du dossier industriel concernant le rapprochement entre Usinor et Cockerill-Rehon les patrons montrent leur souci de jouer la carte du temps. quant au gouvernement, malgré l'exigence des syndicats de rencontres tripartites, il espère bien se désengager des négociations. Et cela alors qu'il est le principal actionnaire de la sidérurgie.

Depuis le projet Peugeot-Renault est venu remplacer le mirage Ford. Sur le terrain les dissensions syndicales et les manœuvres dilatoires du pouvoir et des patrons ont quelque peu essoufflé l'action.

La « marche sur Paris » en particulier a semé plus de confusion et de doute qu'elle n'a consolidé la mobilisation.

SCIENCE FICTION

Jimi Hendrix, Janis Joplin, Brian Jones ... liste non limitative de nos idoles auto-détruites – « Brown Sugar » et « Sympathy for the Devil » (1). Il y a du romantisme là-dessous. Leur musique nous a renversés, expression/mimétisme de ce que nous étions/rêvions en ce temps-là. Leur mort les a momifiées, souvenirs fulgurants et tristes, suprême audace, suprême beauté que beaucoup d'entre nous n'ont qu'aperçus.

Mais ceux qui jouaient leur musique dans leur tête, ceux que nous connaissons de près ou de loin, mais qui jamais ne furent vedettes. Ceux que l'overdose a simplement fait disparaître, avec la mélodie de nos souvenirs pour tout accompagnement ...

Passé et présent, avenir et science-fiction, c'est de ceux-là dont parle Philipp K. Dick dans *Substance Mort* (2). Et c'est dur, très dur. Effrayant parce que sans issue, sinon, bien sûr, rigolarde, la mort.

Dick est considéré, en France plus qu'aux États Unis, comme un des écrivains majeurs de la science-fiction actuelle. Tant pour les thèmes qu'il traite que par les expériences qu'on lui prête. Celle de la drogue notamment dont il parle ici.

La S.F. n'intervient dans ce roman qu'en tant que cadrage futuriste, à peine... Une intervention saisissante le costume brouillé, qui, grâce à un système d'ordinateurs, empêche celui qui le porte d'être reconnu et qui permettra à Fred (nom véritable Robert Arctor), agent secret des stupéfiants, d'être chargé de surveiller Robert Arctor, soupçonné d'être plus qu'un utilisateur accroché de drogue. Le face à face de Rob. Arctor avec lui-même sera terrifiant. Et Dick sait manier la schizophrénie (cf. *UBIK*) s'en donne à cœur triste... Fred se met progressivement à haïr Rob Arctor et veut absolument le détruire. Fred s'oublie..., personnalités disjointes dont aucune ne soutient l'autre et qui ne se réunirait que dans un esprit totalement et irrémédiablement démolé...

Les autres personnages, de Jerry Fabian qui se croyait envahi de parasites, à Donna, l'amie de Rob qui peut-être en viendra elle aussi à se surveiller, ne laissent finalement aucun répit, aucune trêve.

D'où vient alors que nous les reconnaissons si

facilement ? Les années 60 sont passées par là et nous ont donné à tous une « culture » où nous reconnaitre et nous perdre.

Au-delà des effets de la Substance Mort c'est aussi son imbrication avec la société que Dick décortique ici. Flics des stupéfiants eux-mêmes drogués et parfois aussi trafiquants : qui est qui ? Qui fournit, surveille qui ? Pas d'échappatoire comme le confirme la fin du roman. Dick ajoute à son livre une petite note explicative. Il n'est sûr qu'elle soit bien nécessaire : est-ce bien pour avoir trop voulu jouer que sont morts tous ceux-là ou plutôt pour n'avoir pu jouer dans un monde déjà régi, ordonné, à tout jamais sinistrement identique. Peu importe finalement cette restriction, *Substance Mort* est un livre vraiment important. Ni science-fiction, ni roman, un regard actuel sur notre passé, présent, avenir, temps circulaire que nous rencontrons au détour d'un livre, d'un disque ou parfois tristement de notre vie...

Serge



(1) Brown Sugar : héroïne
Sympathy for the Devil : sympathie pour le diable (titres de deux chansons des Rolling Stones).

(2) Éditeur Denoël (Présence du Futur).

VENISE 1979

Précédé par un large débat dans la presse libertaire et par de petites assemblées du mouvement, la conférence internationale d'étude sur l'autogestion a eu lieu à Venise du 28 au 30 septembre dernier. Cette conférence a été organisée par le centre d'études libertaires « G. Pirelli » et par la revue internationale de recherche anarchiste « Interrogations ». A cette conférence (la troisième organisée par le centre d'études libertaires, suite à celle sur Bakounine de 1976 et à celle sur les nouveaux patrons de 1978) ont assistés environ 1000 camarades, qui ont rempli trois salles à la faculté d'architecture mais qui ont été reliés par un système de télévision à circuit fermé.

La plupart des participants étaient, pour des raisons évidentes, des camarades italiens venant de toutes les régions de la péninsule, mais étaient présents aussi des camarades espagnols et français, ainsi que, bien que moins nombreux des camarades anglais, hollandais, suédois, allemands, canadiens, australiens et chinois (de Hong Kong) qui pouvaient suivre le travail du congrès et intervenir aux débats grâce à la traduction simultanée italien anglais français espagnol. La conférence a été divisée en 5 sessions, chacune ayant débuté par une table ronde de discussion entre 5 à 8 conférenciers et suivi d'un débat auquel sont intervenus tous ceux qui ont voulu (en tout plus de 60 personnes sont intervenues). La première session (utopie réformiste ou stratégie révolutionnaire) était centrée sur des aspects idéologico stratégiques de l'autogestion, et les participants à cette table ronde étaient Nico Berti (Padua) Edouardo Colombo (Paris), Olivier Corpet (Paris), Marianne Henckel (Genève), Carlos Semprun Maura (Paris), Luciano Pellicani (Naples).

La deuxième session (l'Etat et l'anti Etat) tournait autour des thèmes institutionnels et à cette table ronde ont participé Amedeo Bertolo (Milan), Franco Crespi (Perugia), Slobodan Drakulic (Rijeka), Piero Flecca (Turin), Jacques Guigou (Grenoble), Gian Paolo Prandstraller (Bologne).

La troisième session (Petit est beau) a traité essentiel-

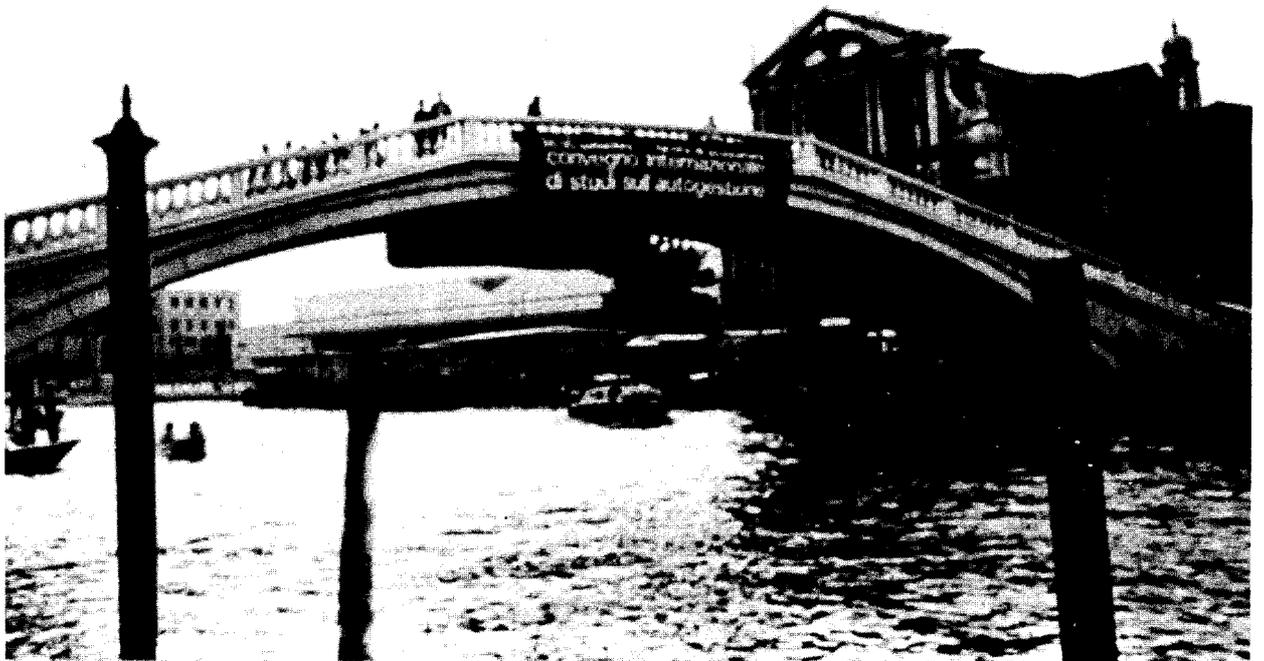
lement du problème de la dimension, mais aussi des questions de la technologie, et de l'écologie et du territoire. Les participants à cette table ronde étaient Franco Bunçuga (Brescia), Carlo Doglio (Bologne), Leopold Kohr (Salsburg), Antonino Porello (Bologne), John F. Turner (Londres). Absent: Bookchin, qui se trouvait à l'hôpital à la veille de son départ pour l'Italie.

A la table ronde de la quatrième session, qui avait comme thème « l'égalité et la diversité » et qui concernait surtout les aspects économiques de l'autogestion, les participants étaient Yvon Bourdet (Paris), Luciano Lanza (Milan), Albert Meinster (Paris) Frank Mintz (Paris) Xavier Richet (Paris), Stephen Schecter (Montréal).

A la table ronde de la dernière session (Ici et maintenant qui traitait des questions stratégiques au cœur du projet autogestionnaire, mais vu d'une perspective de la pratique sociale immédiate, ont participé Roberto Ambrosoli (Turin), Luis Andres Edo (Barcelone), Jose Elizalde (Madrid) Akihiro Ishikawa (Tokyo), Fero Piludu (Rome), Ruben Prietto (Montevideo et Stockholm).

Les participants aux tables rondes, comme on peut le voir, venaient de réalités géographiques diverses, mais aussi avaient des expériences personnelles et des cadres idéologiques différents (à côté d'une majorité anarchiste il y avait également des conférenciers avec une formation libérale socialiste et marxiste). Parmi ceux là il y avait soit des militants, soit des intellectuels (de divers sciences sociales), soit des intellectuels militants.

La conférence s'est terminée par une assemblée générale qui a fait un bilan de l'expérience. Là les gens non seulement ont fait remarquer les défauts et les carences de la conférence (sont-ils évitables?), mais aussi ils ont exprimé leur satisfaction d'avoir eu une occasion capitale de débattre et d'approfondir leurs idées sur un thème aussi important pour la pensée libertaire. Cette conférence s'est aussi révélée comme un lieu important de rencontre entre des camarades de diverses réalités socio-culturelles et des tendances les plus variées du mouvement anarchiste.



Liste des lieux de diffusion d'IRL

A LYON :

Librairie « La Gryffe »
5 rue Sébastien Gryphe
69007 tel. (78) 61.02.25

Librairie La Proue
15 rue Childebert
69002 tel. (78) 42.09.43

Librairie Soleil Noir
210 rue de Créqui
69002 tel. (78) 60.60.67

Librairie du Péristyle
rue Puits Gayot
69001 tel. (78) 28.29.54

Librairie Fédérop
38 rue du Doyenné
69003 tel. (78) 42.69.31

Librairie Ulthar
rue Ste. Marie des Terreaux
69001

Librairie Les Malaprisés
59 rue Racine Villeurbanne
tel. (78) 85.83.48

Librairie Nouveauté
26 Place Bellecour
69002 tel. (78) 37.16.24

Maison de la Presse
68 rue de la République
69002 tel. (78) 37.75.64

Librairie d'occasion Ferret
2 rue Fernand Rey
69001

Ali Bio Bio
rue Notre Dame

Aux quatre saisons
rue Chavanne

A PARIS :

Librairie Jargon Libre
6 rue de la Reine Blanche
75013

Librairie Commune du 13e
11 rue Barrault
75013

Librairie OCL
33 rue des Vignoles 75020

Groupe Emma Goldman
11 rue de Lappe 75011

Actualité
rue Dauphiné 75006

Autrement Dit
73 Brd. St. Michel 75005

Atmosphère
rue Royer-Barret 75014

Ecole Emancipée
8 impasse Crozatier 75012

Les 2 Mondes
rue Gay Lussac 75005

Groupe Fresnes-Anthony
34 rue de Fresnes 92160

Parallèle
Faubourg St. Honoré 75003

La puce à l'oreille
19 rue des Rosiers 75004

La Pensée Sauvage
rue de l'Odéon 75006

MARSEILLE :

L'odeur du temps
6 rue Pastore 13006

LE MANS :

La Taupe
2 quai Amiral Lalande 72000

St. ETIENNE :

L'Antibroge
40 rue Etienne Minard 42000

TOULOUSE :

Demain
30 rue G. Arnault 31000

STRASBOURG :

Agora
7 place St. Nicolas aux ondes

CLERMONT FERRANT :

Librairie du Musée
1 et 3 Brd. Malfeyt

CHAMBERY :

Comité Anti Nucléaire
47 rue D'Italie

ANGERS :

Librairie La tête en bas
17 rue des poëliers 49000

MACON :

Le cadran Lunaire
27 rue Franche

CANADA :

Quebec : Montréal
Librairie Alternative
2033 Bd. St. Laurent

BELGIQUE :

Bruxelles
Alternative Libertaire
2 rue de l'Inquisition
1040 Bruxelles

ITALIE :

Venise
Utopia 2
Calle dei Ragusei 3490
Trieste :
Utopia
Via del Bosco 50

LA TOUTE
FRAICHE
PRODUCTION
DE L'ATELIER
DE CREATION
LIBERTAIRE

— 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON —

18f



Au Sommaire

Amedeo Bertolo / La mauvaise herbe subversive /
Albert Meister / Self-management et autogestion dans
l'institution et dans la formation / René Lourau /
Autogestion et institution / Luciano Lanza / Autoges-
tion et économie / Mimmo / Aux Tables / Murray
Bookchin / Self-management and the new technology /
Carlos Semprun Maura / Songes et mensonges de
l'autogestion / Frank Mintz / Communication sur
l'autogestion en Espagne (1936-1939) / Frank Mintz /
Le problème de l'argent pendant l'autogestion espa-
gnole / Olivier Corpet / Lire l'autogestion /

Dernière Heure

Samedi 17 novembre, à 15 heures, à la Librairie
« La Gryffe » — 5, rue Sébastien Gryphe — Lyon
débat sur l'Autogestion, avec la participation de
Franck Mintz.

Présentation de la brochure :
INTERROGATION SUR L' AUTOGESTION
éditée par l'Atelier de création Libertaire
13 rue Pierre Blanc — 69001 Lyon.